

**Conseil économique et social**

Distr. générale
17 octobre 2003
Français
Original: anglais/français

Comité chargé des organisations non gouvernementales**Reprise de la session 2003**

15-19 décembre 2003

**Rapports quadriennaux, 1997-2000,
présentés par l'intermédiaire du Secrétaire général
en application de la résolution 1996/31
du Conseil économique et social**

Note du Secrétaire général**Additif****Table des matières**

	<i>Page</i>
1. Association pour la protection de la nature et de l'environnement	2
2. Association internationale contre la narcomanie et le trafic de stupéfiants	4
3. Union internationale des architectes	7
4. Association nationale des économistes de Cuba	11
5. National Society for Human Rights	14
6. ORBICOM, Réseau des chaires UNESCO en communications	16
7. Organisation tunisienne de l'éducation et de la famille	21
8. World LPG Association.	23



1. Association pour la protection de la nature et de l'environnement*

(Statut consultatif spécial accordé en 1997)

Résumé

Le rapport résume les contributions de l'APNEK à la concrétisation des principes et idéaux des Nations Unies durant la période 1997-2000. Il énumère les participations à des réunions et conférences des Nations Unies et d'organes subsidiaires : Habitat 11, Conférences internationales de négociations sur la désertification (CIND), Conférence des Parties (COPs) dans le cadre de la Commission du développement durable, Conférence et réunion internationale d'experts en éducation environnementale de l'UNESCO.

Il énumère aussi les ateliers et colloques organisés à Kairouan et à Tunis autour de thèmes allant de la mondialisation au droit à la participation et à celui de l'enfant au développement durable, en passant par la lutte contre la désertification, l'eau, la solidarité, la paix. Toutes ces activités ont été menées grâce à des partenariats solides (ponctuels ou durables) avec le Secrétariat de la Commission du développement durable, le PNUE/Plan d'action pour la Méditerranée (PAM), le PNUD (Tunis et Maroc), le Centre d'information des Nations Unies (Tunis). Des adultes (hommes et femmes), des jeunes et des enfants ont participé à ces différentes actions.

1. Introduction : l'APNEK a pour mission de contribuer à la protection de l'environnement et de participer aux efforts nationaux, régionaux et internationaux de développement durable. Elle est à la fois une ONG de plaidoyer et de terrain qui oeuvre selon une stratégie à trois axes, à savoir : information et communication; sensibilisation et éducation; action et terrain. Elle est membre (depuis 1997) de MED Forum (Barcelone), réseau d'ONG méditerranéennes d'environnement et de développement durable lancé en 1995. Par ailleurs, elle assure la vice-présidence du Mediterranean Information Office for Environment, Culture and Sustainable Development (MIO-ECSE, Athènes), autre fédération d'ONG méditerranéennes en place depuis 1991, et du Réseau arabe pour l'environnement et le développement (RAED, Le Caire).

2. Organisation de l'Atelier international « Partenaires contre la désertification », mars 1996 – participation à la Conférence des Nations Unies Habitat 11, Istanbul, juin 1996 – CIND@, 3 et 4 COP 1, 2 et 3 (1996-1998); Conférence internationale de l'UNESCO sur l'éducation à l'environnement, la société et la durabilité à Thessalonique (Grèce, 8-12 décembre 1997), Réunion internationale des experts en éducation environnementale (Santiago, Espagne, 21-25 novembre 2000); réunions de la Commission méditerranéenne sur le développement durable (relevant du PNUE/Plan d'action pour la Méditerranée) 1996-1999 – réunion des ONG maghrébines concernées par l'environnement et le développement, PNUD – Tunis 28-30 avril 1998.

* Texte non revu par les services d'édition.

3. Coopération avec des corps de l'ONU et des institutions spécialisées; partenariat avec le PNUD (projet de lancement du Maghreb NGO Network for sustainable development : MAGNET en 1998), le CINU (11 janvier 1998, 24 octobre 1998, 7 juillet 2000, 16 décembre 2000 : organisation de rencontres sur l'enfant et le développement durable; les Nations Unies et la lutte contre la désertification, le Centre d'activités régionales pour les aires spécialement protégées de la Méditerranée (relevant du Plan d'action pour la Méditerranée du PNUE) – cinquante-sixième session des droits de l'homme, Genève, mars 2000.

Autres activités pertinentes

Projet de renforcement des capacités NTIC : l'APNEK a engagé, depuis 1999, un programme de formation continue sur les nouvelles technologies de la communication (informatique et Internet) orienté vers la protection de l'environnement, le développement durable et les Nations Unies avec le concours du Programme de microfinancements du Fonds pour l'environnement mondial/PNUD, du Plan d'action pour la Méditerranée (relevant du PNUE), et du Centre d'information des Nations Unies à Tunis. Ce projet a ciblé le Comité directeur de l'APNEK ainsi que des lycéennes et lycéens.

2. Association internationale contre la narcomanie et le trafic de stupéfiants*

(Statut consultatif spécial accordé en 1997)

L'Association internationale contre la narcomanie et le trafic de stupéfiants se consacre essentiellement aux activités ci-après :

- Prévention de l'abus des drogues et soutien aux initiatives lancées par diverses organisations ainsi que par des particuliers pour lutter contre l'abus des drogues;
- Participation à la création de centres consultatifs de réinsertion pour appuyer les centres publics et assistance psychologique, médicale, juridique et fonctionnelle aux toxicomanes pendant la phase de traitement et de réinsertion sociale;
- Contribution à la recherche scientifique dans les domaines de la prévention et du traitement, à l'élaboration de programmes de lutte contre le trafic de drogues, d'aide juridique, de formation, de recyclage et de probation pour ce qui est des différents aspects de la lutte contre l'abus des drogues; coopération avec des organisations nationales et internationales pour lutter contre l'abus et le trafic de drogues aux niveaux national, régional et international;
- L'Association compte 1 137 membres dans 37 pays, notamment : Autriche, Azerbaïdjan, Arménie, Bélarus, Belgique, Bolivie, Bulgarie, Allemagne, Grèce, Géorgie, Inde, Espagne, Italie, Kazakhstan, Chypre, Kirghizistan, Chine, Lettonie, Malaisie, Émirats arabes unis, Fédération de Russie, Serbie, États-Unis d'Amérique, Tadjikistan, Ouzbékistan, Ukraine, France, Estonie, Yougoslavie, Japon;
- L'Association est également membre du Département de l'information de l'ONU, du Comité international de Vienne/Centre international de Vienne, du Conseil international sur les problèmes de l'alcoolisme et des toxicomanies (Suisse), de la Fédération internationale des organisations non gouvernementales (FIONG)/secrétariat de la FIONG et elle a obtenu le statut d'observateur auprès de l'Organisation internationale de police criminelle (Interpol).

Le Président de l'Association a participé aux travaux des manifestations suivantes :

- Conférence internationale à Kuala Lumpur (Malaisie) (décembre 1997)
- Vingtième session extraordinaire de l'Assemblée générale consacrée à la lutte commune contre le problème mondial de la drogue (production, vente, trafic et distribution illicites de stupéfiants et de substances psychotropes (New York, 8-10 juin 1998)
- Vingt-quatrième réunion des chefs des services nationaux de répression compétents en matière de drogues pour la région de l'Europe, organisée par Interpol en avril-mai 1998 (Paris, Lyon, France)

* Texte non revu par les services d'édition.

- Réunions annuelles du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) (Vienne, Autriche) en 1998 et en 1999

Des représentants de l'Association ont pris part aux manifestations ci-après :

- Conférence sur la prévention de la toxicomanie (Caroline du Sud, États-Unis) (juin 1998)
- Forum international « Paix – Femmes – Russie – Moscou » (Moscou, Fédération de Russie, mars 1997)
- Conférences sur le rôle des syndicats dans la prévention de l'alcoolisme et de la toxicomanie en Europe centrale et de l'Est (Budapest, Hongrie) (juillet 1998)
- Symposium sur les questions épidémiologiques et sociales (Reykjavik, Islande) (juin 1997)

Quatre projets ont été réalisés de 1997 à 1998 :

- ii) Suivi de l'évolution de la situation des drogues dans la Communauté d'États indépendants;
- iii) Programme de prévention « Family team » en collaboration avec l'Université du Minnesota (États-Unis);
- iv) Projet sur la mobilisation des entreprises et des salariés pour prévenir l'abus des substances psychotropes en Europe centrale et de l'Est, dans le cadre du Programme des Nations Unies pour le contrôle international des drogues (PNUCID) et de l'Organisation internationale du travail (OIT);
- v) Projet russo-américain intitulé « Partners in prevention ».

L'Association a organisé les manifestations suivantes :

- Conférence internationale sur l'interaction de l'État et de la société dans la résolution des problèmes sociaux associés au trafic illicite de drogues, tenue à Moscou (Russie) en 1997 avec le soutien d'Interpol;
- Compétition internationale « Pour un XXI^e siècle sans drogues » (1998);
- Conférence internationale intitulée « Pour un XXI^e siècle sans drogues », organisée avec des représentants des États baltes, en juin 1998, à Saint-Pétersbourg (Russie);
- Congrès mondial de lutte contre les stupéfiants « Pour un XXI^e siècle sans drogues », juin 1999 (Moscou, Russie);
- Symposium intergouvernemental sur la prévention de la toxicomanie en Russie et dans les pays de la Communauté d'États indépendants, en juin 2000 (Moscou, Russie).

Des représentants de l'Association ont participé activement à la préparation et à l'enregistrement des émissions de télévision ci-après sur la lutte contre les stupéfiants : « Tema », « Perekryostok », « Sud idet » et « Mig ».

Publications de l'Association :

- Publications expérimentales du « bulletin Interpol »;

- Revue intitulée « Point de vue sur l'évolution de la situation des stupéfiants en Russie et dans d'autres pays de la CEI »;
- Plusieurs articles scientifico-méthodiques.

Une ligne téléphonique gratuite a été mise en service pour fournir une aide médico-psychologique aux toxicomanes et à leur famille. Plus de 4 000 appels ont été enregistrés pendant la période à l'examen.

Pendant la même période et à l'initiative de l'Association, des représentants d'organisations de différents pays ont reçu « l'Ordre de Tryphon, le Saint Martyr », créé par le Saint Synode de l'Église russe orthodoxe, pour leur action contre la toxicomanie, l'alcoolisme et autres substances nocives :

Il s'agit de :

- Raymond Kandall, Secrétaire général d'Interpol;
- G. Emblend, Directeur de programme, Organisation mondiale de la santé (OMS);
- A. N. Sergeev, lieutenant général de la police, Chef du Département du contrôle des drogues du Ministère de l'intérieur de la Fédération de Russie;
- Dato' Haji Mustapha Ma, Secrétaire honoraire;
- E. A. Babayan, académicien, docteur en médecine, membre du Comité international pour le contrôle des drogues.

3. Union internationale des architectes*

(Statut consultatif spécial accordé en 1949)

1. Introduction

Buts et objectifs : Unir les architectes de tous les pays du monde sur une base démocratique et les représenter aux niveaux international et national. Garantir la mise au point constante de méthodes professionnelles tout en respectant les spécificités des différentes communautés et favoriser le développement durable de l'environnement construit.

Augmentation du nombre des adhérents : Lors de la XXIIe Assemblée générale de l'UIA, tenue à Beijing en 1999, neuf sections membres ont été admises représentant les pays ci-après : Arménie, Cameroun, Antilles néerlandaises, Mongolie, Palestine, République populaire démocratique de Corée, Ouganda, Afrique du Sud et Tanzanie.

2. Contribution de l'UIA aux travaux de l'Organisation des Nations Unies

a) Participation au Conseil économique et social : participation de notre représentant permanent à Genève, M. Alain Viaro;

01/05/1997 : Genève, atelier sur la gouvernance urbaine, CNUEH, Maison de l'Habitat.

2-6/06/1997 Genève, Atelier intermunicipalités, CNUEH, Maison de l'Habitat.

13/10/1997 Genève, modérateur de la table ronde sur les cités de l'avenir et la culture du lieu, Journée mondiale de l'habitat, Maison de l'Habitat.

19/01/1998, Genève, Séminaire organisé à l'intention de l'école des cadres des Nations Unies : cours sur l'urbanisation et le développement, UN-EIFOR (Équipes interdisciplinaires de formation, opération et recherche, Institut supérieur d'études du développement, Université de Genève) – EFE (UNITAR/<www.unece.org>), Maison de l'Habitat.

27-29/04/1998, Genève, Banque asiatique de développement, Séminaire sur le développement et la gestion des villes : création de réseaux et coopération.

6-8/07/1998, Genève, Conférence internationale « La communauté des chercheurs et le programme pour l'habitat : allier recherche et orientations politiques pour garantir des établissements humains durables », Forum des chercheurs sur les établissements humains, CERFE – Association des chercheurs italiens (<www.gruppocerfe.org>), Rome.

14/09/1998, Genève, Comité des établissements humains de la CEE, Palais des Nations.

1998, Genève « Développement et gestion des villes : création de réseaux et coopération ».

* Texte non revu par les services d'édition.

1-5/12/1998, Turin, suivi de la Conférence des Nations Unies sur les établissements humains (Habitat II) – Un nouveau partenariat pour l'action, Centre de formation de l'OIT.

3-5/04/2000, Genève, Conférence mondiale des villes contre la pauvreté.

3-6/05/2000, Genève, Atelier annuel ESF/N-AERUS-Réseau de l'Association des chercheurs européens (<www.esf.naerus>), sur le thème : « Villes du sud, durables pour qui? ».

23-27/06/2000, Représentation de l'UIA au Sommet social des Nations Unies, Genève.

18-20/09/2000, soixante et unième session du Comité des établissements humains, CEE, Genève.

b) Coopération avec les organismes et les institutions spécialisées des Nations Unies : siège de l'UNESCO :

Bilatérale :

1996 : Treizième séminaire mondial et publication de « Spaces for Education for all » – Inde.

1997 : Participation à la vingt-neuvième session de la Conférence générale (Paris, UNESCO) – France.

1997 : Organisation d'un concours international sur « Architecture et pauvreté » – France.

1997 : Séminaire mondial et publication de « Arts and Architecture, the Essential Spirit of Education and Culture » (Newcastle) – Royaume-Uni.

1998 : Séminaire mondial et publication de « Cultural and Lifelong learning » (Cranbrook, Détroit) – États-Unis.

1999 : Participation à la trentième session de la Conférence générale (Paris, UNESCO) – France.

1999 : Séminaire mondial et publication de « Villes intermédiaires et urbanisation mondiale » (Lleida) – Espagne.

1999 : Vingtième Congrès mondial (Beijing) – République populaire de Chine.

2000 : Célébrations de la Journée mondiale de l'architecture sur le thème « Architecture et pluralisme culturel » – France.

Multilatérale :

1997 : Participation à la Conférence internationale des ONG (Paris, UNESCO) – France.

1998 : Participation à la Consultation internationale de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur – France.

1998 : Participation à la Conférence internationale des organisations non gouvernementales (Paris, UNESCO) – France.

1998 : Sixième consultation UNESCO/organisations non gouvernementales – Réunion préparatoire de la Conférence mondiale sur l'enseignement supérieur – France.

1998 : UNESCO – « Conférence intergouvernementale sur les politiques culturelles pour le développement » – Suède.

c) Autres activités :

1998 : Organisation des Nations Unies – trente-sixième session de la Commission du développement social – États-Unis.

1999 : Participation à la Consultation internationale des ONG internationales – Corée – Forum sur l'enseignement technique et professionnel.

2000 : Organisation des Nations Unies – Réunion d'experts de la Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED).

Suisse « Expériences nationales concernant la réglementation et la libéralisation : exemples dans le secteur des services de la construction et leur contribution au développement dans les pays en développement ».

2000 : Session extraordinaire de l'Assemblée générale (Istanbul + 5) – Nairobi – Kenya.

2000 : Participation au Forum professionnel Urban 21 (Berlin – Allemagne).

2000 : Première session de fond du Comité préparatoire de la session extraordinaire de l'Assemblée générale – CNUEH – Kenya (Habitat) Commission des établissements humains.

3. Activités et publications de l'UIA en rapport avec les programmes de l'Organisation des Nations Unies :

- Conférences et séminaires internationaux sur les programmes de travail de l'UIA réunissant des experts de la planification urbaine, de l'environnement, du développement durable et des représentants du PNUE, de la santé publique de l'OMS, des espaces pédagogiques et culturels de l'UNESCO, etc.
- Congrès mondial triennal des architectes sur les domaines susmentionnés.
- (Beijing 1999 sur l'architecture du XXI^e siècle).
- Bulletin de l'UIA – six numéros par an (anglais et français) – communiqué aux sections membres de l'UIA représentant environ un million d'architectes dans le monde et aux organisations internationales concernées par les domaines susmentionnés.
- Concours international sur le thème « Architecture et éradication de la pauvreté », 1999, (dans le cadre de la décennie mondiale pour l'éradication de la pauvreté).
- Décennie 1997-2006 – projets publiés – (voir publication).
- Commission sur l'éducation architecturale de l'UIA – en collaboration avec l'UNESCO.
- Charte UNESCO/UIA de la formation des architectes

4. Principaux domaines d'intérêt

Les principaux domaines d'intérêt des groupes de travail de l'UIA et qui concernent également l'ONU sont les suivants :

- Éducation
- Environnement
- Établissements humains
- Pauvreté
- Développement durable
- Santé publique
- Espaces pédagogiques et culturels
- Patrimoine architectural
- Habitat

4. Association nationale des économistes de Cuba*

(Statut consultatif spécial accordé en 1997)

1. Organisation non gouvernementale fondée le 14 juin 1979, l'Association nationale des économistes de Cuba (ANEC) comprend un Comité national élu tous les cinq ans par les 75 membres réunis en congrès, un Conseil exécutif national, des comités provinciaux de 14 territoires ainsi que 170 comités à l'échelon municipal et 2 350 sections de base regroupant plus de 39 829 membres associés.

L'Association compte neuf sociétés scientifiques dont les membres sont regroupés en fonction de leurs spécialités et de leurs intérêts professionnels. Elle est entièrement autofinancée grâce aux cotisations minimales que les membres versent tous les mois. L'ANEC propose également des services consultatifs dans des domaines techniques, économiques et comptables par l'intermédiaire de son cabinet de consultants (Consultoria de Servicios Economicos de la Asociación Nacional de Economistas de Cuba), qui compte plus de 900 experts consultants (dont 80 % de retraités). Cette société contribue aux ressources financières nécessaires à la mise en oeuvre de ses activités. Ses objectifs principaux visent à promouvoir l'amélioration des compétences et à enrichir les connaissances de toutes les personnes concernées par l'économie, proposer aux institutions concernées des conseils, une formation et une assistance techniques sur des questions économiques, instaurer et entretenir des relations avec des instituts professionnels et internationaux qui se consacrent aux sciences économiques, en participant, notamment, aux groupes de travail du Conseil économique et social de l'Organisation des Nations Unies.

L'ANEC publie une revue bimensuelle, « El Economista », tirée à 20 000 exemplaires et un hebdomadaire en ligne « Economista » (<<http://www.eleconomista.cubaweb.cu>>), les revues « Economista y Desarrollo » et « Logistica » en coordination avec l'Université de La Havane et elle possède un Centre d'études universitaires supérieures et de formation complémentaire, qui délivre des diplômes universitaires.

Elle est membre de l'Association des économistes latino-américains et des Caraïbes, de l'Association des États de la Caraïbe, du Costs International Institute, de l'Association internationale des économistes, de la Internal Audits Latin American Federation et de l'Association latino-américaine des études agricoles. L'ANEC a parrainé de nombreuses manifestations scientifiques, notamment la Réunion internationale d'économistes consacrée à la mondialisation et au développement, à laquelle participent tous les ans des économistes de plus de 50 pays et des organismes et institutions spécialisées des Nations Unies. L'ANEC a accueilli le huitième Congrès de l'Association des économistes d'Amérique latine et des Caraïbes en 2002.

2. L'ANEC a participé à plusieurs activités du Conseil économique et social, notamment :

* Texte non revu par les services d'édition.

- Juillet 1999 : Session de fond du Conseil économique et social, Genève, 5 juillet 1999. Elle a présenté un rapport intitulé : « Emploi, travail, élimination de la pauvreté : trois variables du développement humain ».
- Décembre 1999 : Conférence mondiale de la société civile (7-11 décembre), au cours de laquelle elle a présenté un rapport sur la création d'associations pour une gouvernance globale.
- Mai 2000 : Forum du millénaire (22-26 mai). Présentation d'un rapport établi par toutes les ONG cubaines et les ONG internationales présentes à Cuba.
- Juin 2000 : Session extraordinaire de l'Assemblée générale (Genève, 26-30 juin) consacrée à l'application des décisions issues du Sommet mondial pour le développement social et à l'analyse des nouvelles mesures à prendre. Présentation d'un rapport établi, sous la direction de l'ANEC, par l'ensemble des ONG cubaines et les ONG internationales présentes dans l'île.
- Novembre 2000 : Conférence des ONG sur le financement du développement : l'ANEC a assisté aux réunions organisées à New York, du 6 au 9 novembre.
- Février 2001 : Comité préparatoire de la Réunion intergouvernementale de haut niveau chargée d'examiner la question du financement du développement (12-23 février). Une déclaration sur le thème No 5 concernant l'analyse systématique a été prononcée.
- Mai 2001 : Comité préparatoire de la Réunion intergouvernementale de haut niveau. Deux documents ont été présentés à titre de contribution : Initiative pour la réduction de la dette des pays pauvres très endettés (Initiative PPTE) et « La nouvelle architecture financières internationale ». (2-8 mai)

L'ANEC élabore actuellement quatre documents à titre de contribution à la réunion du Comité préparatoire sur le financement du développement, qui se tiendra en octobre, ainsi qu'un rapport sur la sécurité alimentaire qui sera présenté au Sommet de Rome. En outre, l'Association présentera, lors de la prochaine réunion sur la mondialisation et en coordination avec le Conseil économique et social, un document sur le financement du développement approuvé par le Comité préparatoire.

3.

- 1997 : Organisation d'un atelier sur la sécurité alimentaire en coopération avec la FAO.
- 1998 : Admission à l'Association cubaine des Nations Unies et coopération régulière avec sa Commission économique.
- 1999-2000-2001 : Coordination avec la FAO, le PNUD, l'UNESCO, l'OMS, l'Organisation panaméricaine de la santé (OPS), le Conseil économique et social, UNCLAD et WB pour l'organisation annuelle, à Cuba, de la Réunion internationale d'économistes consacrée à la mondialisation et au développement. Toutes ces

institutions spécialisées des Nations Unies ont participé à la Réunion et ont présenté une contribution.

2000 : Accord de collaboration avec le PNUD pour le développement de l'enseignement technique et professionnel à Cuba.

I) Nous avons oeuvré inlassablement, en coordination avec le gouvernement et les ONG nationales et internationales présentes dans l'île, en faveur de l'application des accords issus du Sommet mondial pour le développement social, et les résultats de ces efforts ont été communiqués à l'Organisation des Nations Unies.

II) Nous avons appuyé constamment la participation de fonctionnaires du Secrétariat de l'ONU à la Réunion internationale d'économistes consacrée à la mondialisation et au développement, qui a lieu tous les ans à Cuba.

III) Nous avons coordonné, avec la Banque mondiale, la présentation, lors de la Réunion internationale d'économistes consacrée à la mondialisation et au développement, d'un ouvrage intitulé « Towards Economic Security in a Global Age », élaboré par la Banque mondiale.

IV) En juillet 2000, nous avons participé au Séminaire international sur la paix et la sécurité internationales et le nouveau millénaire, parrainé par l'Association cubaine des Nations Unies, en coordination avec l'Organisation des Nations Unies. Un document intitulé « La mondialisation et les problèmes de développement » a été présenté.

5. National Society for Human Rights*

(Statut consultatif spécial accordé en 1997)

1. Présentation

Conscients que la communauté internationale s'est résolument engagée à promouvoir et à protéger les droits de l'homme ainsi qu'à encourager les principes humanitaires, la paix et la sécurité;

Constatant avec satisfaction que la Charte des droits qui figure dans la Constitution namibienne est entièrement fondée sur la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948;

Nous avons décidé de créer une organisation de défense des droits de l'homme, la « National Society for Human Rights », ayant notamment pour objectifs :

- De promouvoir le strict respect des droits de l'homme et de l'état de droit;
- D'instaurer la paix et la sécurité par des mécanismes pacifiques de règlement des conflits;
- De mettre en oeuvre des mesures visant à encourager le désarmement pour favoriser un développement humain durable;
- De fournir une assistance humanitaire à tous ceux qui sont dans le besoin.

L'organisation compte actuellement entre 500 et 1 000 membres individuels.

2. Participation aux activités du Conseil économique et social

L'Organisation a publié et présenté au Comité des Nations Unies contre la torture son rapport sur l'application de la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en République de Namibie.

3. Coopération avec les organismes et institutions spécialisées des Nations Unies

En 1998, l'Organisation a mis en oeuvre la troisième phase de son programme d'éducation aux droits civils [CREPIII], et a distribué 80 000 fascicules illustrés sur les droits de l'homme et les libertés fondamentales, rédigés dans les quatre langues les plus parlées localement. Elle est membre de la Commission nationale namibienne pour l'UNESCO (NATCOM) depuis 1998, laquelle a pour objectif d'inscrire l'éducation aux droits de l'homme et à la démocratie dans les programmes des écoles, lycées et autres établissements d'enseignement supérieur.

En tant que membre directeur de PARINAC (Partenariat en action en faveur des réfugiés), lancé sous les auspices du HCR en Namibie, l'Organisation a participé activement à la Conférence sur la protection des réfugiés namibiens, tenue en février 2000, à Nairobi (Kenya).

En 1998, à la demande du Centre d'information des Nations Unies de Windhoek, elle a traduit et distribué gratuitement la Convention contre la torture et autres peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants en langue Oshiwambo.

* Texte non revu par les services d'édition.

Depuis 1997, elle diffuse largement des publications des Nations Unies, entre autres : la Charte des Nations Unies et le Statut de la Cour internationale de Justice; droits de l'homme : la Charte internationale des droits de l'homme; l'ABC des Nations Unies et Pour un avenir plein d'espoir : le cinquantième anniversaire de l'Organisation des Nations Unies.

4. Autres activités pertinentes

i) Pendant la période à l'examen, l'Organisation a exhorté sans cesse les forces de sécurité à observer strictement les dispositions des Conventions de Genève et de la résolution 1265 (1999) du Conseil de sécurité sur la protection des civils dans les conflits armés le long de la frontière nord ainsi qu'en Angola et en République démocratique du Congo.

ii) Le 4 août 2000, elle s'est entretenue pendant une heure avec Ibrahim Gambari, Conseiller spécial du Secrétaire général pour l'Afrique, sur le débordement du conflit angolais en Namibie et en Zambie.

iii) De décembre 1999 à mars 2000, l'organisation a fourni des informations par téléphone et par courrier électronique à, notamment, Ralph Waddey et Michael Offermann de la Division des droits de l'homme du Bureau des Nations Unies en Angola (BUNUA) sur les nombreuses violations des droits de l'homme commises le long de la frontière nord-est de la Namibie.

iv) De décembre 1999 à mars 2000, elle a tenu des consultations et coopéré avec le bureau du Haut Commissariat pour les réfugiés basé à Pretoria dans le cadre d'enquêtes menées sur le terrain pour évaluer la détérioration de la situation des droits de l'homme et de la situation humanitaire et sécuritaire le long de la frontière nord-est de la Namibie. La coopération à cet égard se poursuit.

Chaque année, la National Society for Human Rights aide à coordonner les activités concernant, entre autres, la Journée internationale des droits de l'homme, la Journée internationale de la tolérance et la Journée internationale des Nations Unies pour le soutien aux victimes de la torture.

* Ce texte n'a pas été revu par les services d'édition.

6. ORBICOM, Réseau des chaires UNESCO en communications*

(Statut consultatif général accordé en 1997)

Créé conjointement en 1994 par l'UNESCO et l'Université du Québec à Montréal (UQAM), ORBICOM est une association régie par les lois de la Province de Québec (Canada), concernant les sociétés sans but lucratif. L'Association comprend trois catégories de membres votants : les membres *ex officio*, les membres titulaires, les membres associés et trois catégories de personnes reliées à ORBICOM sans être membres votants, à savoir les membres contributeurs, les experts et les membres honoraires. L'ensemble des membres votants constitue l'Assemblée des membres. Le Réseau est dirigé par un Conseil d'administration composé de 15 membres dont six membres titulaires, six membres associés et trois membres *ex officio*. Tous les membres du Conseil ont le droit de vote et ils sont élus par l'Assemblée générale. ORBICOM compte 27 chaires UNESCO en communication et 250 membres associés dans 63 pays.

Mission d'ORBICOM

En soutien aux valeurs véhiculées par l'UNESCO et à ses objectifs globaux, ORBICOM a pour mission de développer des projets et des travaux à caractère multinational, multidisciplinaire et multilingue, dont les axes d'intervention de recherche sont : a) le développement et la communication internationale, interculturelle et transculturelle : politiques d'aide multilatérale et bilatérale, multiples formes de communication internationale dans le développement économique et social; b) la formation professionnelle en communication; c) l'éthique et le droit en communication; d) les politiques nationales en matière de communication et d'information; e) la communication organisationnelle/institutionnelle; f) le développement et/ou la gestion des médias; g) les relations et les affaires publiques; h) la publicité; i) l'accès aux nouvelles technologies et leur utilisation.

Activités d'ORBICOM pour la période 1997-2004

1997

1. INFO-ETHIC

Participation au Congrès INFO-ETHIC de l'UNESCO, tenu à Monte-Carlo du 10 au 12 mars 1997.

2. Commission canadienne pour l'UNESCO

Participation au listserv de la Commission canadienne pour l'UNESCO.

3. International Public Relations Associations (IPRA) – Congrès d'Helsinki

Participation au XIVe Congrès mondial d'IPRA (International Public Relations Association), à Helsinki, le 18 juin 1997.

4. Savoir Mondial 1997

Participation à la Conférence Savoir Mondial 1997 – Le savoir au service du développement à l'ère de l'information, tenue à Toronto du 22 au 27 juin 1997 et

coorganisée par la Banque mondiale et le Gouvernement du Canada, avec le soutien d'ORBICOM.

5. NAFTA/MERCOSUD-INTERCOM 97

Participation au colloque NAFTA/MERCOSUD-INTERCOM 97, août 1997.

6. ICC/HOSO-BUNKA FOUNDATION

Participation à la réunion internationale de Sydney (ICC et Hoso-Bunka Foundation) en la personne de Mme Hélène Molnar. Notre associé M. Armstrong préside la réunion de la Fondation (septembre 1997).

1998

1. Visite du Président d'ORBICOM

M. Rainer Von Schilling a visité le secrétariat, en janvier, pour aider à la planification de la Conférence « New deficit of the Information Highways and Knowledge Society ».

2. Recherches pour la préparation de « Freedom of Expression »

Sylvie Coudray, de la Division Freedom of Expression de l'UNESCO, a visité le Secrétariat en mars pour discuter de la table des matières de « New Information and Communication Technologies and Freedom of Expression ».

3. Discussion sur les besoins de professeurs en multimédia en Côte d'Ivoire

La Ministre de la communication de la Côte d'Ivoire, Danièle Boni Claverie, accompagnée du Directeur de l'Institut des sciences et techniques de la communication, Balet Koudougnon, de passage à Montréal en mars, discutaient avec le personnel d'ORBICOM des besoins de formation de professeurs en multimédia dans son pays.

4. Préparation de la Conférence : Les Connexions du Savoir

Préparation de la Conférence internationale qui se tiendra à Montréal du 14 au 17 avril 1999.

1999

– Conférence : Les connections du savoir en communication

La Conférence internationale organisée par ORBICOM « Les connections du savoir en communication » a eu lieu du 14 au 17 avril 1999, à Montréal (Canada). Elle a réuni des spécialistes en communication de 54 pays. Vingt-deux conférenciers des médias, des universités, du secteur multilatéral et de l'industrie ont fait des présentations aux 300 participants. Au terme de la Conférence, les participants ont endossé à l'unanimité un plan d'action engageant ORBICOM, organisateur et hôte de l'événement, à présenter des projets précis pour répondre concrètement aux questions soulevées par la Conférence.

– Les analyses de cas

À la suite de la Conférence, le secrétariat a publié sa première analyse dans la collection ORBICOM : *Les paradoxes de la productivité* de Hadj Benhayia.

– Préparation d'une série télévisée sur l'après-conférence : Les rencontres d'ORBICOM

Au cours de l'année 1999-2000, ORBICOM a réalisé quatre émissions télévisées d'une demi-heure et une émission synthèse d'une heure à la suite de la Conférence. Les connexions du savoir : combler l'écart entre la formation et l'emploi en communication. Ces émissions s'intègrent dans la série « Les rencontres d'ORBICOM ». ORBICOM dispose maintenant d'une série télévisée regroupant plus de 18 épisodes.

– L'état de la recherche en télécommunications

Dans le cadre des activités de suivi de la Conférence, l'Université catholique d'Uruguay et le Vice-Président du Conseil de recherches du Canada se sont associés pour effectuer une vidéoconférence entre Montevideo et Ottawa sur le thème « L'état de la recherche en télécommunications ».

1. Rencontre du Secrétaire général d'ORBICOM avec le Directeur général de L'UNESCO à Ottawa (Canada), le 2 mars 2000.

M. Claude-Yves Charron et Mme Thérèse Paquet-Sévigny ont eu l'honneur de rencontrer M. Matsura au Parlement canadien. Mme Paquet-Sévigny a également conduit une série d'entrevues au sein des Nations Unies, du PNUD, de l'UNOPS à New York, ainsi qu'à l'UNESCO à Paris, au printemps, alors que M. Charron présidait à un atelier régional de formation en communication à la demande de l'un des membres associés en Guinée Conakry.

2. Négociation avec Montréal International et le Ministère des affaires étrangères du Canada sur le détachement pour une durée d'un an, d'un diplomate de haut rang en qualité d'ambassadeur en résidence au sein du Secrétariat international d'ORBICOM

Au terme des négociations, le Gouvernement canadien a accepté d'affecter M. Pierre Giguère comme Ambassadeur en résidence au sein du Secrétariat international pour une durée d'un an, débutant en juillet 2000.

3. Participation aux conférences internationales

Plusieurs membres d'ORBICOM ont participé à la Conférence sur le « Savoir mondial II » à Kuala Lumpur, en Malaisie, du 7 au 10 mars 2000, en conformité avec le plan d'action adopté à la Conférence de Montréal en 1999. Les quelque 240 membres d'ORBICOM ont également été très impliqués dans une multitude de conférences internationales, comme la Conférence de l'AIERI (Singapour, juillet 2000) ou la Conférence des défis de la radiotélévision de service public en Afrique. (Maroc).

4. Implication auprès du Partenariat pour le savoir mondial

ORBICOM a été très actif au sein du Partenariat pour le savoir mondial (GKP) depuis sa création. Certains des membres associés d'ORBICOM, travaillant auprès de l'UNESCO, du PNUD, de l'Institut international de communication et d'ailleurs, sont impliqués dans la structure de gestion informelle de ce partenariat.

5. Rencontre internationale de consultation UNESCO avec les chaires

Les 11 et 12 juillet 2000, une rencontre internationale de consultation de l'UNESCO avec les chaires s'est tenue à l'Universidad Iberoamericana, à Mexico, au cours de laquelle des projets prioritaires orientés vers les NTIC ont été retenus.

La rencontre de consultation avec les chaires a été suivie d'une réunion du Comité exécutif élargi.

Publications

ORBICOM FORUM

Le bulletin d'information semestrielle et trilingue du réseau, ORBICOM FORUM, a fait l'objet d'une première édition au printemps 1997 et a été suivi de douze autres publications s'échelonnant jusqu'à l'automne 2002.

1997

ORBICOM

– Global Knowledge 1997 – *Knowledge for Development in the Information Age*

Savoir mondial

– *Le savoir au service du développement à l'ère de l'information*

Thérèse Paquet-Sévigny

– *Convergence of visions: A Condition for Effective Partnership in a Multilateral and Multicultural Environment*

1998

ORBICOM

– *Freedom of Expression and New Communication Technologies*

ORBICOM

– *Liberté d'expression et nouvelles technologies*

Jamal Eddine Naji

– *Éclairage ORBICOM sur Liberté d'expression et nouvelles technologies*

Thérèse Paquet-Sévigny

– *La liberté d'expression dans la société de l'information*

1999

ORBICOM

– *Information Societies: Crises in the Making? Diagnostic and Strategies for Intervention in Seven World Regions*

ORBICOM

- *New Partnerships in Communications for the XXI Century: Strategies for Governance, Technology, Employment and Lifelong Learning* (1999)

ORBICOM

- *Les nouveaux partenariats de la communication à l'aube du XXIe siècle : Stratégies de gouvernance, de technologies, d'emploi et d'apprentissage à long terme* (1999)

ORBICOM

- *Nuevos partenariados de la comunicacion frente al siglo XXI : Estrategias de gobernabilidad, tecnologia, empleo y aprendizaje continuo*
- Les actes de la Conférence Les connexions du savoir en communication

L'équipe du Secrétariat international a produit les actes de la Conférence en trois langues et a procédé à leur distribution au cours de l'automne 1999 à plus de 400 personnes ou institutions à travers le monde.

2002

ORBICOM

- *Commerce électronique : Comment créer la confiance*

ORBICOM

- *Generating Trust in Online Business*

ORBICOM

- *Monitoring the Digital Divide (Phase 1)*

ORBICOM

- *Observatoire de la fracture numérique (Phase 1)*

7. Organisation tunisienne de l'éducation et de la famille*

(Statut consultatif spécial accordé en 1997)

Le rapport résume les contributions de l'OTEF dans la concrétisation des principes et idéaux des Nations Unies durant la période 1997-2000 à la double échelle nationale et internationale. Il énumère les participations à des réunions et conférences des Nations Unies et d'organes subsidiaires :

Réunions de la Commission des droits de l'homme à Genève, conférences et réunions internationales et régionales d'experts en éducation environnementale de l'UNESCO en sa qualité d'ONG dotée du statut consultatif auprès de l'ECOSOC-ONU mais aussi en sa qualité de membre de plusieurs structures consultatives nationales, départementales et interdépartementales, dont la Commission supérieure des droits de l'homme et des libertés fondamentales, et le Conseil économique et social. Ce rapport rend également compte des ateliers et colloques organisés autour de thèmes relatifs aux droits de l'enfant, au développement durable, à la solidarité, à la paix... Toutes ces activités ont été menées grâce à des partenaires tels, le Centre d'information des Nations Unies (Tunis) et l'UNICEF (Tunis).

1. L'OTEF, qui a tenu en mars 2001, son onzième Congrès et a élu un nouveau Président et un nouveau Bureau national de 30 membres, a pour mission de contribuer à la promotion de l'éducation et de la famille dans le cadre d'un processus de développement humain durable et de participer aux efforts nationaux, régionaux et internationaux pour un développement solidaire basé sur une éducation centrée sur les droits de la personne, la paix et la solidarité.

L'OTEF étant une ONG qui embrasse tous les aspects sociaux, économiques et culturels de l'individu, de la famille et de la société, elle agit conformément à un plan d'action qui repose sur l'information et la communication d'une part, l'action contre l'exclusion et la marginalisation d'autre part, et la diffusion de la culture, de la solidarité, des droits de l'homme et de la coopération entre les peuples.

Elle est membre de la Fédération internationale de l'éducation des parents (FIEP, Paris) et de l'Organisation mondiale de la famille (Paris). Elle abrite l'Organisation arabe de la famille et en assure le secrétariat général.

2. Outre sa participation nationale active au sein de différentes structures consultatives, l'OTEF a, depuis 1997, participé à différentes réunions, dont celles de la Commission des droits de l'homme, de la Commission contre la torture, et de la Commission des droits économiques et sociaux à Genève.

Elle a également participé à la rencontre méditerranéenne sur le thème « Droits de l'homme et citoyenneté en Méditerranée » le 15 avril 1999, à Stuttgart, en marge du Sommet méditerranéen de l'après-Barcelone, ainsi qu'à la rencontre d'organisations non gouvernementales s'occupant des affaires de la famille et de l'éducation, organisée parallèlement au Sommet de la francophonie pendant l'été 1999 à Moncton, Canada.

* Texte non revu par les services d'édition.

L'OTEF était présente aussi à la réunion préparatoire afro-européenne (Alger, février 2000) et à la rencontre afro-européenne d'avril 2000 à Lisbonne, en marge du Sommet des pays africains et européens.

L'OTEF a toujours été active dans ces réunions où elle défend les principes et les idées qui guident l'action des Nations Unies et de toutes les organisations et les associations éprises de paix, de justice et de solidarité dans le monde, à l'intérieur comme à l'extérieur de leurs pays respectifs.

3. L'OTEF oeuvre au maintien et au renforcement des rapports de coopération et d'échange d'informations avec les représentations onusiennes à Tunis et avec les organismes des Nations Unies à Genève.

C'est ainsi qu'elle a organisé, le 7 juillet 2000, à Tunis, un atelier national sur le rôle des ONG dans la promotion de la paix, de la solidarité et du développement durable avec les Nations Unies en collaboration avec le Centre d'information des Nations Unies à Tunis et l'Association pour la protection de la nature et de l'environnement, Kairouan (APNEK).

Rapport soumis au nom de l'OTEF par Hatem Ben Othman, Président

Tunis, le 27 juin 2001

8. World LPG Association*

(Statut consultatif spécial accordé en 1989)

I. Présentation

Créée en 1987, la World LPG Association est devenue, en 2002, la voix officielle de l'industrie du gaz de pétrole liquéfié, grâce à ses 139 organisations membres (entreprises et associations commerciales internationales et nationales) situées dans 45 pays qui lui permettent d'assurer une couverture mondiale. Elle réunit les sociétés privées et publiques concernées par l'industrie du gaz de pétrole liquéfié et a pour mission de promouvoir l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié (gaz de pétrole liquéfié, propane, butane) en tant que source d'énergie propre, à usage général et rentable stimulant la croissance économique, respectueuse de l'environnement et améliorant la qualité de vie. Le gaz de pétrole liquéfié qui joue un rôle important en tant que source d'énergie moderne, est un élément de plus en plus essentiel du développement durable tant dans les pays industrialisés que dans les pays en développement. En nouant des partenariats solides et en mettant en oeuvre des projets en coopération avec des organismes internationaux, l'Association cherche constamment de nouveaux partenaires pour accroître l'utilisation du gaz de pétrole liquéfié et aider les pays à adopter des stratégies énergétiques plus durables pour l'avenir.

i) *Augmentation du nombre des adhérents dans le monde*

De 1997 à 2002, l'Association est passée de 110 organisations membres dans 35 pays à 139 organisations membres dans 45 pays (annexe I – Répartition géographique des membres).

ii) *Modifications des sources de financement*

L'Association est entièrement financée par les cotisations annuelles de ses organisations membres. En 1998, elle a créé une filiale à 100 % régie par la loi sur les SARL, chargée d'organiser le Forum mondial annuel du gaz de pétrole liquéfié (1997, Buenos Aires; 1998, Rome; 1999, New Delhi; 2000, San Diego; 2001, Paris; 2002, Bangkok) et de diffuser ses publications.

II. Programme d'information de l'Association

La World LP Gas Association met en place des projets internationaux en vue de sensibiliser les décideurs aux avantages et qualités du gaz de pétrole liquéfié. Les projets portent sur la coordination d'études économiques et politiques, le soutien à la recherche et au développement, l'organisation de manifestations internationales, la participation à des conférences internationales et la création d'un site Web en tant que centre d'échange d'informations sur tous les aspects de l'industrie du gaz de pétrole liquéfié, outre des programmes de développement à l'échelon international. Une liste des publications de l'Association figure en annexe au présent rapport (annexe I).

* Texte non revu par les services d'édition.

III. Forum mondial du gaz de pétrole liquéfié

Organisé par la World LP Gas Association, le Forum est la première conférence et exposition mondiales sur le gaz de pétrole liquéfié réunissant tous les ans plus de 400 dirigeants de cette industrie, outre de hauts responsables gouvernementaux et des représentants d'organisations internationales et d'organismes des Nations Unies, afin de promouvoir le renforcement des échanges internationaux entre toutes les parties concernées par cette source d'énergie.

- Dixième Forum mondial du gaz de pétrole liquéfié, 1997, Buenos Aires
 - Participation d'un représentant du PNUE en qualité d'orateur
- Onzième Forum mondial du gaz de pétrole liquéfié, 1998, Rome
 - Participation d'un haut fonctionnaire du PNUE en tant qu'orateur principal et d'un représentant de l'ONUDI en tant qu'orateur et expert
- Douzième Forum mondial du gaz de pétrole liquéfié, 1999, New Delhi
 - Participation de fonctionnaires du PNUE et de l'OMI
- Quatorzième Forum mondial du gaz de pétrole liquéfié, 2001, Paris
 - Participation de représentants de l'UNLP et de la Banque mondiale en qualité d'orateurs
- Quinzième Forum mondial du gaz de pétrole liquéfié, 2002, Bangkok
 - Participation d'un représentant du PNUE en qualité d'orateur

IV. Coopération avec des organismes et des institutions spécialisés

i) Statut consultatif/d'observateur auprès de la Convention-cadre des Nations Unies sur les changements climatiques (CCNUCC), de l'ONUDI et de la CEE-ONU;

ii) Coopération avec la Chambre de commerce internationale (CCI), le Conseil mondial de l'énergie (CME), l'Organisation maritime internationale (OMI), la Banque mondiale;

iii) Financement et publication conjoints de :

- *Guidelines for Good Safety Practice in the LP Gas Industry* (en collaboration avec le PNUE – 1998);
- *West Africa LPG Market Development Study*, (en collaboration avec la Banque mondiale – 2001);

iv) Dossiers d'information à l'intention des organisations membres de l'Association :

- Transport par mer de gaz de pétrole liquéfié et Convention sur la responsabilité et l'indemnisation dans le contexte du transport par mer de substances nocives ou dangereuses avec l'OMI;
- Changements climatiques et Protocole de Kyoto avec la CCNUCC.

V. Participation aux réunions de l'ONU et des institutions spécialisées

- Janvier 1998, Genève – CEE/ONU, Groupe de travail sur le gaz;
- Octobre 1998, Paris – PNUE, Réunion consultative des associations industrielles;
- Novembre 1998 – ONUDI, réunion avec Carlos Margarinos, Directeur général;
- Décembre 1998, Suède – réunion de coordination du PNUE pour le programme APELL (sensibilisation et préparation aux accidents industriels au niveau local);
- Mai 1999, Londres – OMI, Convention sur la responsabilité et l'indemnisation dans le contexte du transport par mer de substances nocives ou dangereuses, réunion avec le Secrétaire général;
- Septembre 1999 – PNUE, réunion consultative des associations industrielles;
- Janvier 2000, Genève – CEE/ONU, Groupe de travail sur le gaz;
- Février 2000, Washington – Banque mondiale, Forum du pétrole et du gaz;
- Avril 2000, Washington – Banque mondiale : Semaine de l'énergie, participation d'Emmanuel Chantelot, Directeur général en qualité d'orateur et d'expert;
- Juin 2000 – réunion avec les représentants des ONG et du Département de l'information sur les activités du Conseil économique et social;
- Septembre 2000 – PNUE : réunion des associations industrielles;
- Novembre 2000 – CEE/ONU : communications sur l'énergie durable.

Outre participer aux réunions susmentionnées, les directeurs exécutifs de l'Association se sont régulièrement réunis pendant la période 1997-2000 avec des responsables du PNUE, du PNUE/APELL, de l'ONUDI, de la CEE/ONU, de l'OMI, du secrétariat de la CCNUCC et de la Banque mondiale.

1. APELL : Sensibilisation et préparation aux accidents industriels au niveau local, programme élaboré par le PNUD.
2. Convention OMI/SNPD : Convention internationale sur la responsabilité et l'indemnisation pour les dommages liés au transport par mer de substances nocives et potentiellement dangereuses.